

# Belfius, ce que révèlent les textes officiels

*Recherche effectuée à partir des synthèses fournies par ChatGPT*

Selon le “Governance Memorandum” de Belfius, toutes les actions de Belfius sont détenues par SFPI, qui agit “en son propre nom, mais pour le compte de l’État belge”.

Le même document indique que le “contrôle de tutelle” (i.e. la surveillance de l’État) s’effectue via le ministère des Finances, qui est responsable de SFPI.

Cela signifie que l’État - via le ministre des Finances - exerce la fonction de supervision/contrôle, mais non pas à travers un “commissaire spécial” nommé en tant que tel dans le cadre de Belfius.

D’autres analyses législatives (comme un document parlementaire citant SFPI comme holding publique) confirment que les décisions concernant Belfius sont prises par le conseil d’administration de SFPI, non directement par un représentant de l’État individuel.

## Ce qui a été parfois proposé - mais jamais instauré

Dans certains débats parlementaires, il a été évoqué de “mettre fin à la délégation” des pouvoirs de gestion et décision à SFPI - c’est-à-dire de redonner à l’État le pouvoir direct de décider de l’avenir de Belfius.

Ces textes mentionnent l’idée d’un contrôle plus direct de l’État - mais aucun décret ou loi n’ont concrétisé cette idée en nommant un “commissaire de l’État” ou un “observateur” pour Belfius.

## Ce qu’il en ressort

Le modèle actuel repose sur une séparation : propriété publique (via SFPI), gestion privée (conseil et direction de Belfius), supervision publique (ministre des Finances).

Il n’existe donc pas de personne ou de fonction désignée publiquement et officiellement comme “commissaire de l’État pour Belfius”.

L’État reste présent - mais via des organes institutionnels (SFPI + ministère) plutôt qu’un représentant unique visible dans les organigrammes publics de Belfius.